

Exécutifs — Ministère de la Communauté flamande

Décret du 13 décembre 1984 contenant le budget des Voies et Moyens de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1985, p. 221.

Autres arrêtés*Ministère des Finances*

Administration de la Trésorerie. Désignation, p. 223.

Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique

Ordres nationaux. Disposition annulée, p. 223.

Ministère de l'Education nationale

Faculté des sciences agronomiques de l'Etat à Gembloux. Nomination p. 223. — Jury chargé d'organiser les épreuves d'aptitudes à la fonction d'inspecteur(trice) de l'enseignement primaire de l'Etat (régime linguistique français), p. 223.

Ministère de l'Emploi et du Travail

Arrêté royal du 22 octobre 1984 portant nomination de conseillers sociaux et de juges sociaux. Erratum, p. 224.

Ministère des Communications et Ministère des Affaires économiques

Sociétés des transports en commun. Barèmes applicables pour le transport des voyageurs sur les lignes de la S.N.C.B., S.N.C.V. et S.T.I., p. 224.

Exécutifs — Ministère de la Communauté flamande

Aménagement du territoire. Commission consultative communale de l'aménagement du territoire, p. 224. — Plans d'aménagement, p. 224.

Avis officiels*Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique*

Prix de l'Institut belge des Sciences administratives pour 1985, p. 225. — Prix Yves Chapel de Sciences administratives pour 1985, p. 225.

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS**SERVICES DU PREMIER MINISTRE**

F. 85 - 30

**Arrêté royal portant organisation
des services de la Commission nationale permanente
du pacte culturel**

RAPPORT AU ROI

Sire,

La Commission nationale permanente du pacte culturel a été instituée par la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques.

Executieven — Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap

Decreet van 13 december 1984 houdende de middelenbegroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1985, bl. 220.

Andere besluiten*Ministerie van Financiën*

Administratie der Thesaurie. Aanstelling, bl. 223.

Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt

Nationale Orden. Ingetrokken bepaling, bl. 223.

« Ministère de l'Education nationale »

Rijksfaculteit der landbouwwetenschappen te Gembloux. Benoeming, bl. 223.

Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid

Koninklijk besluit van 22 oktober 1984 houdende benoeming van raadsheren in sociale zaken en rechters in sociale zaken. Erratum, bl. 224.

Ministerie van Verkeerswezen en Ministerie van Economische Zaken

Maatschappij voor gemeenschappelijk vervoer. Barema's van toepassing voor het vervoer van reizigers op de lijnen van N.M.B.S., N.M.V.B. en M.I.V., bl. 224.

Executieven — Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap

Ruimtelijke ordening. Gemeentelijke commissie van advies voor de ruimtelijke ordening, bl. 224. — Plannen van aanleg, bl. 224.

Officiële berichten*Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt*

Prijs 1985 van het Belgisch Instituut voor Bestuurswetenschappen, bl. 225. — Prijs Yves Chapel voor Bestuurswetenschappen voor 1985, bl. 225.

WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN**DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER**

N. 85 — 30

**Koninklijk besluit
tot organisatie van de diensten
van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De Vaste Nationale Cultuurpactcommissie is ingesteld bij de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt.

Elle a pour tâche de contrôler l'observance des dispositions de cette loi.

La Commission est composée, d'une part, de treize membres effectifs et de treize membres suppléants francophones, désignés par le Conseil de la Communauté française selon la représentation proportionnelle des groupes politiques de ce conseil et, d'autre part, d'un même nombre de membres effectifs et de membres suppléants néerlandophones, désignés selon la même règle par le Conseil flamand. En outre, elle compte deux membres effectifs et deux membres suppléants désignés par le Conseil de la Communauté germanophone, qui n'ont voix délibérative qu'à propos des affaires intéressant la région de langue allemande; et elle peut comporter des membres qui n'ont que voix consultative, désignés par les partis représentés dans un Conseil de Communauté et non autrement représentés en son sein.

Le mandat de membre de la Commission a une durée de quatre ans; il expire toutefois trois mois après tout renouvellement des Chambres législatives.

La Commission nomme en son sein deux présidents — l'un à la majorité des voix des membres francophones, l'autre à la majorité des voix des membres néerlandophones — et autant de vice-présidents qu'il y a de groupes politiques, d'une part pour les membres francophones et d'autre part pour les membres néerlandophones.

Afin de lui permettre d'accomplir la tâche qu'il lui confiait, le législateur a prévu que les dépenses de fonctionnement de la Commission soient imputées à charge de crédits inscrits à cette fin dans le budget de l'Etat; il a aussi prescrit que la Commission soit assistée par des agents de l'Etat mis à sa disposition par le Gouvernement.

Sur ce dernier point, un accord politique — scrupuleusement respecté jusqu'ici — vint en quelque sorte se surajouter à la loi, pour prévoir que la double règle de la parité linguistique et de l'équilibre idéologique et philosophique, si typique de la constitution de la Commission, soit aussi appliquée, à la fois, dans la sélection des agents du niveau 1 à mettre à la disposition de la Commission et dans la répartition des (quatre) postes de président de la Commission et de chef des agents mis à sa disposition.

Depuis que la Commission se mit à la tâche, l'expérience a montré que la pleine exécution de la loi du 16 juillet 1973 s'accommodait mal du peu de précisions avec lequel la situation de la Commission avait été réglée dans l'ordre des moyens. Des mesures réglementaires additionnelles s'imposent avec évidence, qui viennent organiser en une entité administrative spéciale les agents de l'Etat mis à la disposition de la Commission, les placent sous la haute autorité du Premier Ministre et établissent enfin, à leur intention, des dispositions statutaires tenant compte de la spécificité de leurs fonctions — tout cela dans le but de mieux assurer l'efficacité et l'indépendance de leur action au service de la Commission.

Tel est l'objet du projet d'arrêté aujourd'hui soumis à Votre Majesté.

Il tend à instituer, au sein des Services du Premier Ministre, une petite administration nouvelle, dénommée « services de la Commission nationale permanente du pacte culturel », dont le personnel est d'ores et déjà placé sous l'autorité du Premier Ministre — étant entendu toutefois qu'en dérogation à ce principe, ces agents accomplissent leurs missions de contrôle et de surveillance sous l'autorité des présidents de la Commission — en vertu de l'arrêté royal du 25 septembre 1984 réglant l'exercice de l'autorité ministérielle en ce qui concerne les Services du Premier Ministre.

A la tête de ces services, se trouveront deux « inspecteurs généraux du pacte culturel », l'un francophone, l'autre néerlandophone. Chacun aura sous ses ordres trois « inspecteurs du pacte culturel » du même rôle linguistique que lui. Sous réserve des dispositions transitoires qui prévoient l'accession à ces grades des inspecteurs en chef-directeurs, inspecteurs principaux et inspecteurs actuellement en service auprès de la Commission, les deux inspecteurs généraux du pacte culturel et les six inspecteurs du pacte culturel, tous agents du niveau 1 des administrations de l'Etat, auront à être nommés par Votre Majesté, sur la proposition des ministres chargés de l'exécution de l'arrêté.

Pour garantir qu'en toutes circonstances puisse être respecté le double impératif rappelé ci-dessus de parité linguistique et d'équilibre idéologique et philosophique, tant dans la composition du niveau 1 des services de la Commission que dans la répartition des fonctions de président de la Commission et de chef de ses services, il est prévu que les inspecteurs généraux du pacte culturel et inspecteurs du pacte culturel soient choisis parmi tous les agents définitifs des administrations de l'Etat répondant à certaines conditions de

Zij heeft tot taak de naleving van de bepalingen van deze wet te controleren.

De Commissie bestaat enerzijds uit dertien Nederlandstalige vaste en dertien Nederlandstalige plaatsvervangende leden, aangewezen door de Vlaamse Raad overeenkomstig de evenredige vertegenwoordiging van de politieke fracties van die raad en, anderzijds, uit hetzelfde aantal Franstalige vaste en plaatsvervangende leden aangewezen door de Franse Gemeenschapsraad volgens dezelfde regel. Bovendien, zijn er twee vaste en twee plaatsvervangende leden, aangewezen door de Raad van de Duitstalige Gemeenschap, die enkel medebeslissende stem hebben in aangelegenheden die het Duits taalgebied betreffen; zij kan ook leden omvatten met louter adviserende stem, die zijn aangewezen door de in een Gemeenschapsraad vertegenwoordigde partijen en die in de Commissie niet op een andere wijze zijn vertegenwoordigd.

Het mandaat van 'n lid van de Commissie loopt over vier jaar; het versrijkt echter drie maanden na elke hernieuwing van de Wetgevende Kamers.

De Commissie benoemt onder haar leden twee voorzitters — de ene bij meerderheid der stemmen van de Nederlandstalige leden, de andere bij meerderheid der stemmen van de Franstalige leden — en evenveel ondervoorzitters als er politieke fracties zijn, enerzijds bij de Nederlandstalige leden en anderzijds bij de Franstalige leden.

Om de haar opgedragen taak te kunnen vervullen, heeft de wetgever voorgeschreven dat de werkingskosten van de Commissie ten laste komen van kredieten die te dien einde op de begroting van de Staat uitgetrokken worden; ook is bepaald dat de Commissie wordt bijgestaan door Rijksambtenaren die door de Regering te harer beschikking worden gesteld.

Hierover bestaat er een — tot nu toe strikt nageleefde — politiek akkoord om de wet in zekere zin te versterken door te voorzien dat de dubbele regel betreffende de taalpariteit en het ideologisch en filosofisch evenwicht, zo typisch voor de instelling van de Commissie, ook toepassing vindt en bij de selectie van de ambtenaren van niveau 1 die ter beschikking dienen te worden gesteld van de Commissie en bij de verdeling van de (vier) functies van voorzitter van de Commissie en van chef van de te harer beschikking gestelde personeelsleden.

Sedert de Commissie met haar werkzaamheden is begonnen, heeft de ervaring uitgewezen dat de integrale uitvoering van de wet van 16 juli 1973 moeilijk te verenigen was met de eerder onnauwkeurige regeling van haar middelen. Het ligt voor de hand dat bijkomende reglementaire maatregelen noodzakelijk zijn, ten einde het ter beschikking van de Commissie gestelde Rijkspersoneel in te delen in een afzonderlijk administratief geheel onder het hoge gezag van de Eerste Minister en, ten behoeve van die personeelsleden, statutaire bepalingen te voorzien met inachtneming van de specifieke aard van hun functies, dit alles om de doelmatigheid en de onafhankelijkheid van hun opdracht in dienst van de Commissie te verbeteren en te verstevigen.

Dit is de opzet van het thans aan Uwe Majesteit voorgelegde ontwerp van besluit.

In de Diensten van de Eerste Minister wordt een kleine nieuwe administratie ingesteld, te noemen « diensten van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie » waarvan de personeelsleden nu reeds onder het gezag zijn geplaatst van de Eerste Minister — met dien verstande echter dat bij afwijking van dit beginsel, die personeelsleden hun opdrachten inzake controle en toezicht vervullen onder het gezag van de Voorzitters van de Commissie — krachtens het koninklijk besluit van 25 september 1984 tot regeling van de uitoefening van het ministerieel gezag wat de Diensten van de Eerste Minister betreft.

Aan het hoofd van die diensten staan twee « cultuurpactinspecteurs-generaal », één Nederlandstalige en één Franstalige. Ieder van hen heeft drie « cultuurpactinspecteurs » onder zich, die behoren tot dezelfde taalrol als hij. Onverminderd de overgangsbepalingen waarbij is voorgeschreven dat de hoofdinspecteurs-directeurs, eerstaanwezende inspecteurs en inspecteurs die thans bij de Commissie zijn tewerkgesteld, voor die graden in aanmerking komen, worden de twee cultuurpactinspecteurs-generaal en de zes cultuurpactinspecteurs, allen ambtenaren van niveau 1 van de Rijksbesturen, benoemd door Uwe Majesteit, op de voordracht van de Ministers belast met de uitvoering van dit besluit.

Om te allen tijde te kunnen voldoen aan het dubbele vereiste inzake taalpariteit en ideologisch en filosofisch evenwicht zowel bij de aanwijzing van de ambtenaren van niveau 1 van de diensten van de Commissie als bij de verdeling van de functies van voorzitter van de Commissie en van chef van haar diensten, wordt voorgeschreven dat de cultuurpactinspecteurs-generaal en cultuurpactinspecteurs gekozen worden onder alle in vast verband benoemde ambtenaren van de Rijksbesturen die voldoen aan bepaalde voorwaarden naar

rang et d'ancienneté, ou les professeurs-licenciés définitifs de l'enseignement secondaire ou supérieur non universitaire de l'Etat ayant une ancienneté donnée, selon un procédé exceptionnel de nomination qui ne participe ni du recrutement, ni de la simple promotion par avancement de grade.

Sous réserve d'un respect absolu du dit impératif de parité et d'équilibre, les critères usuels de capacité et d'expérience devront bien sûr prévaloir. C'est à ce titre autant qu'en guise de mesure de transition, que les inspecteurs principaux actuellement en service auprès de la Commission seront, le moment venu, présentés par priorité à Votre Majesté pour succéder aux inspecteurs généraux du pacte culturel nommés à ce grade en considération de leur qualité présente d'inspecteur en chef-directeur, dans la mesure où semblable proposition sera compatible avec l'équilibre idéologique et philosophique requis.

Il reste à souligner que le procédé exceptionnel de nomination ainsi mis en place a pour corollaire l'institution d'un comité de direction composé des présidents et vice-présidents de la Commission ainsi que des deux inspecteurs généraux du pacte culturel, pour tenir lieu de conseil de direction aux agents du niveau 1 des services de la Commission; et qu'il trouve une contrepartie dans l'établissement d'une barrière pour la promotion par avancement de grade et le changement de grade en ce qui concerne les grades du niveau 1 entre, d'une part, les services de la Commission et, d'autre part, les autres administrations placées sous l'autorité du Premier Ministre.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Premier Ministre,
W. MARTENS

28 DECEMBRE 1984. — Arrêté royal portant organisation des services de la Commission nationale permanente du pacte culturel

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 29 et 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, notamment les articles 21 et 22;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 16 mars 1964, 11 août 1966, 28 août et 13 novembre 1967, 24 janvier, 18 avril et 17 septembre 1969, 4 février et 10 mars 1971, 13 septembre 1972, 9 mars 1973, 2 avril, 26 mai, 1er août et 4 décembre 1975, 5 avril 1976, 11 février 1977, 27 octobre et 24 novembre 1978, 22 janvier 1979, 23 mars, 27 juillet, 12 août, 10 septembre et 16 novembre 1981, 18 novembre 1982 et 30 mars 1983;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 16 mars 1964, 17 septembre 1969, 20 juillet et 14 décembre 1970, 9 février et 23 septembre 1971, 31 janvier et 11 février 1977, 30 janvier 1978, 4 juillet 1979, 25 avril 1980 et 12 août 1981;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat, modifié notamment par les arrêtés royaux des 24 octobre 1967, 5 avril 1968, 17 septembre 1969, 11 février 1977 et 14 septembre 1984;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 19 septembre 1967, 17 novembre 1969, 6 septembre 1971, 10 juillet 1972, 26 juin 1973, 6 août 1974, 27 octobre 1975, 13 et 14 septembre 1976, 11 février 1977, 25 mai 1978, 3 septembre 1979, 12 août 1981 et 18 mai 1983;

rang en ancienneté, of onder de leraren-licentiaten die in vast verband zijn benoemd bij het secundair onderwijs of bij het hoger niet-universitair onderwijs van de Staat met een bepaalde ancienniteit, volgens een uitzonderlijke benoemingsprocedure die noch een aanwerving is, noch een gewone bevordering door verhoging in graad.

Op voorwaarde dat het vereiste inzake pariteit en evenwicht volstrekt in acht genomen wordt, zullen vanzelfsprekend de gangbare criteria naar bekwaamheid en ervaring voorrang hebben. Daarom en tevens als overgangmaatregel zullen de eerstaanwezende inspecteurs die thans bij de Commissie zijn tewerkgesteld, te geleger tijd, bij voorrang aan Uwe Majesteit worden voorgedragen om de cultuurpactinspecteurs-generaal op te volgen die tot die graad worden benoemd op grond van hun huidige hoedanigheid van hoofd inspecteur-directeur, in zover dergelijke voordracht in overeenstemming zal zijn met het vereiste ideologisch en filosofisch evenwicht.

Ten slotte dient er te worden op gewezen dat de uitzonderlijke benoemingsprocedure, die is voorgeschreven, samengaat met de instelling van een directiecomité, samengesteld uit de voorzitters en ondervoorzitters van de Commissie, alsmede uit de twee cultuurpactinspecteurs-generaal, dat de directieraad vervangt voor de ambtenaren van niveau 1 van de diensten van de Commissie; daartegenover staat tevens dat een afsluiting wordt opgericht voor de bevordering door verhoging in graad en voor de verandering in graad wat betreft de graden van niveau 1 tussen, enerzijds, de diensten van de Commissie en, anderzijds, de andere onder het gezag van de Eerste Minister geplaatste besturen.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Eerste Minister,
W. MARTENS

28 DECEMBER 1984. — Koninklijk besluit houdende organisatie van de diensten van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 29 en 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt, inzonderheid op de artikelen 21 en 22;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 maart 1964, 11 augustus 1966, 28 augustus en 13 november 1967, 24 januari, 18 april en 17 september 1969, 4 februari en 10 maart 1971, 13 september 1972, 9 maart 1973, 2 april, 26 mei, 1 augustus en 4 december 1975, 5 april 1976, 11 februari 1977, 27 oktober en 24 november 1978, 22 januari 1979, 23 maart, 27 juli, 12 augustus, 10 september en 16 november 1981, 18 november 1982 en 30 maart 1983;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 maart 1964, 17 september 1969, 20 juli en 14 december 1970, 9 februari en 23 september 1971, 31 januari en 11 februari 1977, 30 januari 1978, 4 juli 1979, 25 april 1980 en 12 augustus 1981;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn, inzonderheid gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 oktober 1967, 5 april 1968, 17 september 1969, 11 februari 1977 en 14 september 1984;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de Rijksbesturen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 september 1967, 17 november 1969, 6 september 1971, 10 juli 1972, 26 juni 1973, 6 augustus 1974, 27 oktober 1975, 13 en 14 september 1976, 11 februari 1977, 25 mei 1978, 3 september 1979, 12 augustus 1981 en 18 mei 1983;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, modifié par les arrêtés royaux des 4 janvier 1974, 2 juin 1975, 5 décembre 1978, 27 juillet 1981 et 30 mars 1983, et par l'arrêté royal n° 279 du 30 mars 1984;

Considérant que le bon accomplissement de la mission confiée par le législateur à la Commission nationale permanente du pacte culturel nécessite de placer sous l'autorité du Premier Ministre, en les transférant aux Services du Premier Ministre, les agents de l'Etat mis à la disposition de ladite Commission en application de l'article 22, dernier alinéa, de la loi précitée du 16 juillet 1973, ainsi que d'édicter à l'intention de ces agents certaines dispositions statutaires propres tenant compte de la spécificité de leurs fonctions, qui découle de cette même loi du 16 juillet 1973, de façon à assurer tant l'efficacité que l'indépendance de leur action;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale, donné le 27 décembre 1984;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 30 novembre 1984;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence, motivée par la nécessité de prendre sans plus ample retard des mesures de réorganisation administrative sans lesquelles la Commission nationale permanente du pacte culturel ne peut accomplir pleinement sa mission;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de Nos Ministres de l'Education nationale, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier

Des services de la Commission nationale permanente du pacte culturel

Article 1er. § 1er. Les agents de l'Etat mis à la disposition de la Commission nationale permanente du pacte culturel par le Gouvernement sont regroupés en une administration distincte, rattachée aux Services du Premier Ministre et portant la dénomination de « services de la Commission nationale permanente du pacte culturel ».

§ 2. Le cadre organique du personnel des services visés au § 1er est fixé comme suit :

inspecteur général du pacte culturel	2
inspecteur du pacte culturel	6
traducteur-chef ou traducteur principal ou traducteur (carrière plane)	2
secrétaire principal de direction ou secrétaire de direction (carrière plane)	2
commis-sténodactylographe principal ou commis-sténodactylographe (carrière plane)	2
agent en chef	2

Art. 2. § 1er. Les inspecteurs du pacte culturel et les inspecteurs généraux du pacte culturel ne sont pas soumis aux dispositions de :

1° la partie III, intitulée « Du recrutement », de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat;

2° la partie VI de ce même arrêté royal, intitulée « Du Conseil de direction ».

§ 2. Les attributions conférées par la loi ou par d'autres dispositions réglementaires au Conseil de direction ou à l'organe qui en tient lieu, sont exercées, à l'égard des agents visés au § 1er, par un comité de direction composé des présidents et vice-présidents de la Commission nationale permanente du pacte culturel, ainsi que des deux inspecteurs généraux du pacte culturel.

Le comité de direction arrête ses propres règles de fonctionnement.

Art. 3. Le grade d'inspecteur du pacte culturel est classé au rang 13 de la hiérarchie des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat.

Peuvent être nommés inspecteur du pacte culturel :

1° les agents définitifs des administrations de l'Etat, qui comptent une ancienneté de neuf ans au moins dans le niveau 1;

2° les professeurs-licenciés nommés à titre définitif dans l'enseignement secondaire ou supérieur non universitaire organisé par l'Etat, qui comptent une ancienneté de service de neuf ans au moins.

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 januari 1974, 2 juni 1975, 5 december 1978, 27 juli 1981 en 30 maart 1983, en bij het koninklijk besluit nr. 279 van 30 maart 1984;

Overwegende dat het goed volbrengen van de door de wetgever aan de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie opgedragen taak het noodzakelijk maakt om, door overheveling naar de Diensten van de Eerste Minister, de Rijksambtenaren, die ter beschikking van genoemde Commissie zijn gesteld met toepassing van artikel 22, laatste lid, van eerder genoemde wet van 16 juli 1973, onder het gezag van de Eerste Minister te plaatsen, en het tevens noodzakelijk maakt om, ten behoeve van deze ambtenaren, bepaalde statutaire eigen bepalingen uit te vaardigen die rekening houden met de specifieke aard van hun functies die voortvloeit uit deze zelfde wet van 16 juli 1973, zodanig dat zowel de doelmatigheid als de onafhankelijkheid van hun handelen wordt gewaarborgd;

Gelet op het advies van de Algemene Syndicale Raad van advies, gegeven op 27 december 1984;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 30 november 1984;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel-3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de noodzaak om zonder verder verwijl maatregelen van administratieve reorganisatie te nemen, zonder welke de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie haar opdrachten niet ten volste kan vervullen;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister en Onze Ministers van Onderwijs en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I

Diensten van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie

Artikel 1. § 1. De Rijksambtenaren die door de Regering ter beschikking worden gesteld van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie, worden ondergebracht in een afzonderlijk bestuur dat aan de Diensten van de Eerste Minister wordt gehecht en « diensten van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie » wordt genoemd.

§ 2. De organieke formatie van het personeel van de in § 1 bedoelde diensten, wordt vastgesteld als volgt :

cultuurpactinspecteur-generaal	3
cultuurpactinspecteur	6
hoofdvertaler of eerste vertaler of vertaler (vlakke loopbaan)	2
e.a. directiesecretaris of directiesecretaris (vlakke loopbaan)	2
eerste klerk-stenotypist of klerk-stenotypist (vlakke loopbaan)	2
hoofdbeambte	2

Art. 2. § 1. De cultuurpactinspecteurs en de cultuurpactinspecteurs-generaal zijn niet onderworpen aan de bepalingen van :

1° deel III, met als opschrift « Werving », van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel;

2° deel VI, met als opschrift « Directieraad », van hetzelfde koninklijk besluit.

§ 2. De door de wet of door andere reglementaire bepalingen aan de directieraad of aan het orgaan dat hem vervangt toegekende bevoegdheden, worden met betrekking tot de in § 1 bedoelde ambtenaren, uitgeoefend door een directiecomité, samengesteld uit de voorzitters en de ondervoorzitters van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie, alsmede de twee cultuurpactinspecteurs-generaal.

Het directiecomité bepaalt zijn eigen werkreglement.

Art. 3. De graad van cultuurpactinspecteur wordt ingedeeld in de rang 13 van de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn.

Kunnen tot cultuurpactinspecteur worden benoemd :

1° de vast benoemde ambtenaren van de Rijksbesturen, die een anciënniteit tellen van ten minste negen jaar in niveau 1;

2° de leraren-licentiaten die in vast verband zijn benoemd in het secundair of het hoger niet-universitair door de Staat ingericht onderwijs, die een dienstanciënniteit van ten minste negen jaar hebben.

Art. 4. Le grade d'inspecteur général du pacte culturel est classé au rang 15 de la hiérarchie des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat.

Peuvent être nommés inspecteur général du pacte culturel :

1° les inspecteurs du pacte culturel qui comptent une ancienneté de trois ans au moins dans le rang 13;

2° les autres agents définitifs des administrations de l'Etat qui, revêtus d'un grade des rangs 14 ou 13, comptent une ancienneté de trois ans au moins dans les rangs 14 et 13 ou dans le rang 13.

Art. 5. L'échelle de traitements de chacun des grades énumérés à l'article 1er, § 2, est fixée comme suit :

inspecteur général du pacte culturel	15/1
inspecteur du pacte culturel	13/2
traducteur-chef	25/2
traducteur principal	24/1
traducteur	22/2
secrétaire principal de direction	22/4
secrétaire de direction	21/2
commis sténodactylographe principal	32/2
commis sténodactylographe	30/2
agent en chef	44/1

Art. 6. Dans le tableau annexé à l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat, sous l'intitulé « II. Classement par ordre alphabétique des dénominations en langue française, Section A, Personnel administratif », et sous l'intitulé « I. Classement par ordre alphabétique des dénominations en langue néerlandaise, Section A, Personnel administratif », les mentions suivantes sont insérées :

au rang 15

inspecteur général du pacte culturel (Services du Premier Ministre);

au rang 13

inspecteur du pacte culturel (Services du Premier Ministre).

CHAPITRE II

Dispositions transitoires et finales

Art. 7. L'arrêté royal du 15 avril 1976 fixant le cadre organique du personnel francophone de la Commission nationale permanente du pacte culturel, et l'arrêté royal du 15 avril 1976 fixant le cadre organique du personnel néerlandophone de la Commission nationale permanente du pacte culturel, sont abrogés.

Art. 8. En exécution de l'article 28 de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, une barrière est établie pour la promotion par avancement de grade et le changement de grade en ce qui concerne les grades du niveau 1 entre, d'une part, les services visés à l'article 1er et, d'autre part, les autres administrations placées sous l'autorité du Premier Ministre.

Art. 9. § 1er. Par dérogation aux dispositions des articles 3, alinéa 2, et 4, sont :

1° nommés inspecteur du pacte culturel, les agents de l'Etat actuellement mis à la disposition de la Commission nationale permanente du pacte culturel, qui sont titulaires du grade d'inspecteur principal ou d'inspecteur;

2° nommés inspecteur général du pacte culturel, les agents de l'Etat actuellement mis à la disposition de la Commission nationale permanente du pacte culturel, qui sont titulaires du grade d'inspecteur en chef-directeur.

§ 2. Par dérogation aux dispositions de l'article 5, le traitement de l'inspecteur du pacte culturel nommé en application du § 1er, 1°, du présent article et dont l'ancienneté dans le niveau 1 est inférieure à neuf ans, est fixé dans l'échelle 13/1.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1985.

Art. 4. De graad van cultuurpactinspecteur-generaal wordt ingedeeld in de rang 15 van de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn.

Kunnen tot cultuurpactinspecteur-generaal worden benoemd :

1° de cultuurpactinspecteurs die een anciënniteit tellen van ten minste drie jaar in de rang 13;

2° en de andere vast benoemde ambtenaren van de Rijksbesturen die, bekleed met een graad van de rangen 14 of 13, een anciënniteit tellen van ten minste drie jaar in de rangen 14 en 13 of in de rang 13.

Art. 5. De weddeschaal van elk van de in artikel 1, § 2, vermelde graden wordt vastgesteld als volgt :

cultuurpactinspecteur-generaal	15/1
cultuurpactinspecteur	13/2
hoofdvertaler	25/2
eerste vertaler	24/1
vertaler	22/2
e.a. directiesecretaris	22/4
directiesecretaris	21/2
eerste klerk-stenotypist	32/2
klerk-stenotypist	30/2
hoofdbeambte	44/1

Art. 6. In de tabel gevoegd bij het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn, worden onder het opschrift « I. Alfabetische rangschikking van de Nederlandse benamingen, Afdeling A, Administratief personeel », en onder het opschrift « II. Alfabetische rangschikking van de Franse benamingen, Afdeling A, Administratief personeel », de onderstaande vermeldingen ingevoegd :

onder rang 15

cultuurpactinspecteur-generaal (Diensten van de Eerste Minister);

onder rang 13

cultuurpactinspecteur (Diensten van de Eerste Minister).

HOOFDSTUK II

Overgangs- en slotbepalingen

Art. 7. Het koninklijk besluit van 15 april 1976 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Nederlandstalige personeel van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie, alsmede het koninklijk besluit van 15 april 1976 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Franstalige personeel van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie, worden opgeheven.

Art. 8. Ter uitvoering van artikel 28 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, wordt een afsluiting opgericht, voor de bevordering door verhoging in graad en voor de verandering van graad wat betreft de graden van niveau 1, tussen enerzijds de diensten bedoeld in artikel 1 en anderzijds, de andere onder het gezag van de Eerste Minister geplaatste besturen.

Art. 9. § 1. In afwijking van de bepalingen van de artikelen 3, tweede lid, en 4, worden :

1° tot cultuurpactinspecteur benoemd, de op dit ogenblik ter beschikking van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie gestelde Rijksambtenaren, die de graad van eerstaanwezend inspecteur of van inspecteur bekleeden;

2° tot cultuurpactinspecteur-generaal benoemd, de op dit ogenblik ter beschikking van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie gestelde Rijksambtenaren, die de graad van hoofdinspecteur-directeur bekleeden.

§ 2. In afwijking van de bepalingen van artikel 5, wordt de wedde van de cultuurpactinspecteur benoemd met toepassing van § 1, 1°, van dit artikel en waarvan de anciënniteit in niveau 1 minder dan negen jaar bedraagt, vastgesteld in de weddeschaal 13/1.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1985.

Art. 11. Notre Premier Ministre et Nos Ministres de l'Education nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 28 décembre 1984.

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
W. MARTENS

Le Ministre de l'Education nationale,
D. COENS

Le Ministre du Budget,
Ph. MAYSTADT

Le Ministre de l'Education nationale,
A. BERTOUILLE

F. 85 — 31

28 DECEMBRE 1984. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 14 mars 1983 portant création d'un Centre d'études de la réforme de l'Etat

BAUDOIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 29 de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 14 mars 1983 portant création d'un Centre d'études de la réforme de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux du 6 juin 1983 et du 8 mai 1984;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de Nos Ministres des Réformes institutionnelles et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. A l'article 2 de l'arrêté royal du 14 mars 1983 portant création d'un Centre d'études de la réforme de l'Etat, les mots « pour le 1er janvier 1985 au plus tard » sont supprimés.

Art. 2. L'article 3, alinéa 3 du même arrêté, est abrogé.

Art. 3. A l'article 3, alinéa 4, du même arrêté, les mots « ce rapport » sont remplacés par les mots « le rapport final ».

Art. 4. Notre Premier Ministre et Nos Ministres des Réformes institutionnelles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 28 décembre 1984.

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
W. MARTENS

Le Ministre des Réformes institutionnelles,
J. GOL

Le Ministre des Réformes institutionnelles,
J.-L. DEHAENE

Art. 11. Onze Eerste Minister en Onze Ministers van Onderwijs zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 28 december 1984.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Eerste Minister,
W. MARTENS

De Minister van Onderwijs,
D. COENS

De Minister van Begroting,
Ph. MAYSTADT

De Minister van Onderwijs,
A. BERTOUILLE

N. 85 — 31

28 DECEMBER 1984. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 maart 1983 tot oprichting van een Studiecentrum voor de hervorming van de Staat

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 29 van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 maart 1983 tot oprichting van een Studiecentrum voor de hervorming van de Staat, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 6 juni 1983 en 8 mei 1984;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister en Onze Ministers van Institutionele Hervormingen en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 14 maart 1983 tot oprichting van een Studiecentrum voor de Hervorming van de Staat worden de woorden « ten laatste tegen 1 januari 1985 » geschrapt.

Art. 2. Artikel 3, derde lid, van hetzelfde besluit, wordt opgeheven.

Art. 3. In artikel 3, vierde lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « dit verslag » vervangen door de woorden « het eindverslag ».

Art. 4. Onze Eerste Minister en Onze Ministers van Institutionele Hervormingen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 28 december 1984.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Eerste Minister,
W. MARTENS

De Minister van Institutionele Hervormingen,
J. GOL

De Minister van Institutionele Hervormingen,
J.-L. DEHAENE